



DANGER: Le Front National ou le « remède » qui tue le malade.

L'écœurement et la colère montent dans le pays contre la politique menée par un prétendu gouvernement « de gauche » qui poursuit et aggrave la politique de la droite. licenciements et suppressions d'emplois, destruction des retraites, des services publics. Tous les jours ce gouvernement invente de nouvelles taxes pour compenser les cadeaux fiscaux et sociaux faits au patronat !

Le désespoir et la colère du monde du travail se lisent dans les résultats des élections partielles. Les salariés, qui n'ont plus confiance ni dans la droite ni dans le PS et ses alliés et n'ont aucune envie de voir la droite revenir s'abstiennent massivement. Pour une partie ils sont tentés d'essayer le Front National. Celui-ci se présente comme un parti « antisystème » renvoyant dos à dos l'UMP et le PS : si la gauche et la droite ça ne marche pas, alors pourquoi pas le FN ?



Cette prétendue « solution » n'est pourtant qu'un « remède » bien pire que le mal.

Au lieu de combattre les causes réelles de la crise, de l'austérité, et ses véritables responsables, le patronat et la finance, le Front National cherche à canaliser la révolte sociale vers un bouc émissaire. La recette n'est pas nouvelle, elle fut utilisée pendant les années 1930 et 1940 en Italie en Allemagne en France. A l'époque, le coupable était « le Juif », et déjà « le Rom » (Les Tsiganes furent les premiers à subir les chambres à gaz) ; aujourd'hui c'est toujours « le Rom », et c'est devenu « l'Arabe » ou « le Musulman ». Cette méthode criminelle est toujours la même : désigner une partie de la population comme responsable de tous les maux de la société, en évitant de s'en prendre aux véritables exploités.

La société n'est pas menacée par les immigrés, les Musulmans ou les Roms mais par les patrons qui veulent nous faire payer leur crise.

Ce ne sont pas les ouvriers musulmans, français ou immigrés qui licencient, qui « délocalisent » ou

refusent de créer des emplois dans les entreprises ou les services publics, mais les financiers, les patrons, et les hommes politiques à leur service, pour garantir et augmenter les profits.

Ce ne sont pas les travailleurs pauvres avec ou sans papiers qui fraudent à la Sécurité Sociale, mais pour l'essentiel ceux qui les exploitent en ne payant pas leurs cotisations sociales.

Le Front National encourage la montée du racisme, de la haine de tout ce qui est différent, sans apporter la moindre solution aux maux de la société.

Non le Front National n'est pas un parti « comme les autres » que l'on pourrait « essayer ». Malgré sa volonté de se donner une apparence respectable, le discours de haine du Front National, et sa montée en puissance encouragent la multiplication des agressions racistes, homophobes, ou contre les militants antis fascistes (Clément Méric). C'est un danger qui doit être combattu pied à pied.

Dans les luttes et dans les urnes, construire une opposition à la gauche du gouvernement.

La véritable solution pour les salariés c'est une alternative de gauche au gouvernement Hollande/Ayrault. Il ne s'agit pas d'« aider » le PS à mener une vraie politique de gauche. Il ne le fera jamais, car il a choisi d'être entièrement au service du patronat. L'heure est à organiser la révolte contre lui, comme le font les jeunes ou les ouvriers et les paysans bretons. Elle est aussi à affirmer dans les prochaines échéances électorales un programme de lutte contre l'austérité, en refusant toute alliance avec le PS, et en combattant sans merci le droite et l'extrême droite.

C'est ce que le NPA propose à toutes les forces de la gauche non gouvernementale, et le temps presse.

Le 12 novembre 2013

Pour contacter le NPA santé écrire à :
npa-sante-secu-social@orange.fr

npa2009.org

Attaques contre la santé et la sécu: Ne nous laissons pas faire!

Sages-femmes en colère : leur combat est le nôtre

Depuis le 16 octobre, les sages-femmes sont en grève : elles revendiquent une reconnaissance de leurs compétences par l'obtention d'un statut spécifique et une revalorisation de leurs salaires.

Les sages-femmes sont classées en « profession médicale » comme les médecins mais, à l'hôpital, leur statut est celui d'une profession paramédicale. Elles sont pourtant le premier recours dans le suivi des accouchements. Depuis 2012, elles peuvent aussi, entre autres, prescrire les contraceptifs. Elles effectuent régulièrement des actes sous délégation des médecins notamment dans le cadre des IVG. Et pourtant, elles débutent à l'hôpital avec un salaire de 1400 € nets.



La fermeture depuis des années de maternités de proximité, de centres d'IVG ont aggravé leurs conditions de travail dans des établissements devenus aujourd'hui des « usines à bébé », où la rentabilité est devenue le maître mot.

Aujourd'hui, 70 % des maternités publiques sont touchées par le mouvement de grève : les sages-femmes sont pour la plupart réquisitionnées car elles sont dans l'obligation d'assurer un service minimum.

Pour les sages femmes, comme pour toutes nos professions hospitalières c'est toujours plus de responsabilités et de qualification exigées ; pas de reconnaissance du travail, des salaires qui stagnent. Leur combat est le nôtre.

Sécu : le PS se vante de faire plus d'austérité que la droite !

Sans surprise, les députés viennent d'adopter le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) C'est au total 8,5 milliards d'€ d'effort qui sont demandés.

D'abord pour les retraités et les actifs : la réforme des retraites entrera en application avec une baisse immédiate des pensions.

Pour les familles : à compter du 1er avril, le complément familial versé aux 400 000 ménages modestes, actuellement de 167 €, augmentera de 17 €. L'allocation pour l'accueil des jeunes enfants, elle, baissera de moitié (93 € au lieu de 186) pour les revenus supérieurs à 48 000 € par an.

Pour les malades : les dépenses de l'assurance maladie ne devront pas progresser de plus de 2,4 %, la plus faible croissance depuis 15 ans. Ce sont 440 millions d'€ d'économie nouvelles qui sont exigées. Les restructurations, suppressions de lits, fermetures d'établissements, réduction de personnel vont prendre encore plus d'ampleur, alors que déjà la souffrance au travail, est le quotidien des personnels soignants.

La part des soins remboursés par la Sécurité Sociale ne cessant de diminuer, les mesures consacrées, entre autres, à « la généralisation de la complémentaire santé » favorisent les assurances privées et mutuelles accentuant ainsi le démantèlement de la Sécu !

Salariés de la santé et usagers, nous devons ensemble combattre ce budget !